

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Actualité

Date de publication : 28/07/2020

IR - RSA - Exonération de l'abondement unilatéral au PEE et suppression de l'étalement des indemnités de départ à la retraite, de préavis et de droits CET versés sur un PEE ou un PERCO (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, art. 162 ; loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 29)

Séries / Divisions :

IR - BASE ; RSA - CHAMP ; RSA - BASE ; RSA - ES

Texte :

1/ Aux termes de l'[article 162 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises](#) (PACTE), les entreprises sont autorisées, même en l'absence de versement du salarié, à effectuer dans un plan d'épargne entreprise (PEE) :

- des versements pour l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'entreprise. Cet abondement unilatéral, qui ne peut excéder 2 % du montant du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS) est, dans cette même limite, exonéré d'impôt sur le revenu en application du a du 18° de l'[article 81 du code général des impôts \(CGI\)](#) ;

- le versement de sommes issues d'un engagement de partage des plus-values de cession de titres pris dans les conditions prévues au [chapitre XI du titre III du livre II du code de commerce](#). Cet abondement unilatéral, qui ne peut excéder 30 % du montant du PASS, est, dans cette même limite, exonéré d'impôt sur le revenu en application de l'[article 80 sexdecies du CGI](#).

2/ L'[article 29 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020](#) abroge, pour l'établissement de l'impôt sur le revenu, les dispositifs optionnels d'étalement :

- de la fraction imposable des indemnités de départ volontaire en retraite ou de mise à la retraite et des droits inscrits sur un compte épargne temps (CET) versés sur un PEE ou sur un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) ([CGI, art. 163 A](#)) ;

- de l'indemnité compensatrice de délai-congé (ou préavis) ([CGI, art. 163 quinquies](#)).

Cette disposition s'applique à compter de l'imposition des revenus de l'année 2020. Les options exercées au titre des revenus perçus jusqu'au 31 décembre 2019 continuent toutefois de produire leurs effets pour la durée restant à courir.

Actualité(s) liée(s) :

x

Document(s) lié(s) et Document(s) lié(s) soumis à consultation publique :

[BOI-IR-BASE-10-10-10-30](#) : IR - Base d'imposition - Détermination du revenu brut global - Détermination du revenu net catégoriel - Caractéristiques du revenu net catégoriel - Revenu annuel

[BOI-RSA-CHAMP-20-30-40](#) : RSA - Champ d'application des traitements, salaires et revenus assimilés - Éléments du revenu imposable - Revenus accessoires - Compte épargne-temps

[BOI-RSA-CHAMP-20-40-10-20](#) : RSA - Champ d'application des traitements, salaires et revenus assimilés - Éléments du revenu imposable - Sommes perçues en fin d'activité - Sommes perçues en cas de rupture du contrat de travail - Principe d'assujettissement des indemnités

[BOI-RSA-BASE-20-10](#) : RSA - Base d'imposition des traitements, salaires et revenus assimilés - Détermination du revenu brut - Éléments constitutifs et période d'imposition

[BOI-RSA-ES-10-30-10](#) : RSA - Épargne salariale et actionnariat salarié - L'épargne salariale - Plan d'épargne d'entreprise (PEE) - Régime fiscal des bénéficiaires

Signataire(s) du(des) document(s) lié(s) :

Bruno Mauchauffée, Adjoint au Directeur de la législation fiscale